

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 25 septembre 2017

Contre les ordonnances et toutes les attaques : Trois tours de chauffe... Et maintenant ?

Jeudi dernier, à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires, entre 132 000 (selon la police) et 223 000 manifestants ont défilé dans le pays contre les ordonnances signées vendredi par Macron. C'est moins que le 12 septembre à l'appel des mêmes organisations mais, samedi, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont à nouveau défilé dans Paris, profitant de l'appel de Mélenchon pour prolonger les deux autres journées.

Des ordonnances sur mesure pour les patrons

Gouvernement et patronat prétendent qu'il faut supprimer les obstacles aux licenciements pour, disent-ils, mieux embaucher : ils se fichent ouvertement de nous ! Les patrons licenciaient déjà à tour de bras, ce sera désormais encore plus simple et, même s'ils sont en tort, cela ne leur coûtera plus grand-chose avec le plafonnement des indemnités prud'homales. Ils pourront « consulter » les salariés pour leur faire accepter de travailler davantage, de gagner moins. Le refus individuel de voir son contrat de travail modifié sera un motif de licenciement. Pourquoi voudriez-vous que les patrons ne se frottent pas les mains ?

Il n'y a pas que les ordonnances. Le gouvernement a déjà décidé de licencier 150 000 travailleurs précaires parmi les contrats dits aidés. Personne dans les classes populaires n'est épargné. La baisse des APL de 5 euros par mois pour tous pourrait grimper jusqu'à 50 ou 60 euros par mois, peut-être même 70, dans le parc HLM.

Macron cherche à saucissonner les luttes

Pour plaire encore davantage à des petits patrons déjà ravis, Macron a cru bon de nous traiter de faibles. Plus sérieusement, il a tenu à affirmer qu'il maintiendrait son cap pro-patronal en annonçant, entre autres, une remise en cause des régimes de retraite des fonctionnaires et des cheminots. On ne doute pas qu'il a l'intention d'essayer. Mais, au-delà des postures va-t-en-guerre contre le monde du travail, il faut bien comprendre qu'il craint la convergence de nos luttes. En annonçant aux fonctionnaires et aux cheminots qu'il les attaquera dans quelques mois, il espère surtout qu'ils vont désertier les luttes d'aujourd'hui pour se préparer à lutter plus

tard. C'est évidemment un piège : nous perdrons à coup sûr s'il réussissait à saucissonner nos luttes. Alors qu'à l'inverse, si nous faisons reculer le gouvernement maintenant, il remballera le reste. C'est possible : Juppé en 1995, bien que « droit dans ses bottes », avait cédé sur les retraites face à la colère des cheminots ; Villepin, en 2006, avait annulé sa loi sur le CPE, pourtant promulguée, face aux réactions de la rue, en particulier des jeunes.

Construire une riposte générale

Les différentes confédérations syndicales ont des objectifs propres et se présentent en ordre dispersé. Mélenchon, lui, a des visées politiques personnelles évidentes. Aucun plan de mobilisation n'apparaît clairement.

Mais les manifestations des 12, 21 et 23 septembre, chacune dans son genre, ont tout de même contribué à une mobilisation qui peut encore aller vers un mouvement d'ensemble. À condition de nous en mêler nous-mêmes. En commençant par nous servir des appels existants.

Lundi 25, ce sont les routiers, le 10 octobre, les fonctionnaires à l'appel cette fois de tous leurs syndicats – on se demande d'ailleurs pourquoi un appel séparé, les fonctionnaires connaissant des problèmes semblables à ceux de tous les salariés.

Tous ces appels, quelle qu'en soit la forme, peuvent être un point d'appui pour construire un mouvement d'ensemble qui aille vers de vraies grèves se rejoignant pour devenir massives et toucher les patrons au porte-monnaie.

À nous d'imposer un rythme plus soutenu de mobilisation en participant, qu'on travaille dans le public ou le privé, à tout ce qui est prévu dans les prochains jours. En particulier, il faudrait faire du 10 octobre une nouvelle journée inter-professionnelle et pas seulement une journée de grève des fonctionnaires.

La force des travailleurs c'est la grève !

Jeudi 21, plusieurs dizaines de travailleurs de PSA Poissy ont fait grève ou manifesté. La guerre contre la loi Macron sera longue. Pour la gagner, il faudra renforcer ceux qui ont décidé de se battre.

Intérimaires : le licenciement abusif généralisé

Avec la loi Macron, tous les salariés risquent de perdre la prime d'équipe et le 13^e mois. Les intérimaires pourront désormais être embauchés avec le nouveau contrat précaire, dit « CDI de chantier », (une nouvelle sorte de CDD), sans aucune IFM (indemnité de fin de mission) et sans prime de congés payés. Ils risqueront le licenciement à tout instant en perdant tous leurs droits de reclassement.

En bref ce sera le licenciement abusif généralisé.

Coup de colère

Dans la nuit de dimanche à lundi, plus d'une cinquantaine de caristes ont débrayé et défilé dans l'usine contre les séances obligatoires et gratuites. Toute l'équipe de nuit est concernée par cette nouvelle attaque de la direction, la seule solution pour la faire reculer, c'est de stopper le travail encore plus nombreux la prochaine fois, tous secteurs confondus.

Petite cuisine de nuit...

Pour la séance de travail de dimanche soir dernier, la direction avait annoncé plusieurs versions successives. Au final, cette séance sera payée de 3 manières différentes : volontariat payé, obligatoire gratuit et obligatoire payé. La hiérarchie a demandé à certain de venir dès 21h pour être sûre de faire sa production.

Toute cette stratégie est destinée à préparer les salariés de l'équipe C à venir le dimanche soir en obligatoire gratuit de 00h à 05h30 et de 22h09 à 00h en volontariat payé. La direction aiguisé ses couteaux pour nous forcer à venir et charcuter nos salaires.

Que l'on soit de nuit, en 12 ou 22, aucune raison que les heures sup soient gratuites et obligatoires.

... Agrémentée de sauce Macron

La direction s'amuse à organiser 3 modes de paiement pour une seule et même séance. Quelles que soient les entorses que la direction commet contre la loi, la loi Macron pourra lui permettre de faire voter à tous les syndicats béni-oui-oui un accord d'entreprise qui justifiera après coup toutes les illégalités.

Voyeurisme scato

Au Montage et Ferrage, la hiérarchie fait des petits bâtons sur un tableau lorsque des salariés sont exceptionnellement autorisés à aller aux toilettes en dehors de la pause. Certains chefs font même signer des bons de circulation dans l'usine pour ces salariés. Les chefs comptent les passages aux chiottes avec le même sérieux que les bons directs. Ils n'ont pas mieux à faire ? La direction cherche à les humilier eux aussi.

Macron et Peugeot : tirons la chasse !

Mercredi dernier, plus d'une soixante de salariés ont débrayé 1 heure et ont défilé au B2. Ils protestaient contre les lois Macron et aussi contre la volonté de la direction de nous interdire d'aller aux toilettes. Les chaînes ont été fortement ralenties, certains chefs ont bossé à 3 pour tenir un poste.

Si ça continue, à défaut de couler un bronze, on coulera la production de la direction.

Profession : chien de garde

La semaine dernière, Montage, B2, équipe 22, en fin de séance, le RF du Montage s'est mis en bas de l'escalier qui va aux vestiaires afin de monter la garde pour cliquer les ouvriers.

Il n'est pas fichu de faire sortir de la bonne qualité du Montage, mais du coup il voudrait justifier sa paye en faisant le garde-chiourme.

Sortie de route

En octobre la direction veut supprimer les lignes de cars de Cormeilles-en-Parisis et de Villeneuve-la-Garenne, seuls les allers pour 5h30 seront assurés. En novembre, elle réfléchit à s'attaquer à celle d'Arnouville. Et ce n'est pas fini. En stoppant les cars, la direction cherche à nous pousser vers la sortie. Hors de question !

C'est la flexi-bourse

La direction a annoncé que la semaine 44 ne sera pas chômée. Ils ont aussi annulé les deux jours chômés d'octobre. Ils auront toute possibilité et de faire quand même exploser les compteurs H- avant la fin de l'année. Depuis la rentrée, de toute façon, la production est plantée par la pagaille organisée par la direction elle-même.

On n'est pas dupe

À tous ceux qui ne feraient pas grève, certains font miroiter un bon plan de départ avec de l'argent à la clé pour l'équipe 12 en mars... En C, des chefs font croire qu'on pourrait être repris en nuit ces prochains temps (dans quel type d'équipe ? Mystère), sous les mêmes conditions. La direction et ses sbires ne savent plus quoi inventer pour qu'on renonce à se battre. Car ces bons plans, reprises ou pognon, pourquoi ne les ont-ils pas proposés avant, au moment où le dernier plan de départ vidait l'usine ?

La réelle crainte de tous ces menteurs, ce sont nos grèves et notre mobilisation contre la loi Macron.

Caniche écrasé

Depuis des années une petite chef en faisait baver, notamment aux salariés de Trigo. Elle prenait à cœur son boulot de maton. Détestée par tout le monde, complètement grillée, la direction qui l'avait lâchée contre les ouvriers cherche maintenant à la licencier.

Usée puis jetée, ça n'arrive pas qu'aux ouvriers.